

L'informatique réhabilitée au lycée

Un concours pour recruter les enseignants de cette discipline va être ouvert dès 2020. Une première.

MARIE-ESTELLE PECH @MariEstellePech

ÉDUCATION Jean-Michel Blanquer a décidé de créer un concours d'informatique – un Capes – pour enseigner cette discipline dans les lycées. Une première depuis trente ans. La dernière création d'un concours, celui de documentaliste, avait été décidée par Lionel Jospin. Dès 2020, « nous recruterons plusieurs dizaines d'enseignants, trente à quatre-vingt, c'est en discussion », explique-t-on au ministère. Une agrégation d'informatique sera ensuite ouverte. Un couronnement pour cette discipline longtemps considérée comme accessoire. Elle était optionnelle au lycée jusqu'en 1992, puis supprimée lors d'une longue traversée du désert, cantonnée à la bureautique, réhabilitée...

En 2012, c'est l'ère moderne, avec la création d'un cours « d'informatique et sciences du numérique » proposé dans 10 % des lycées. Des professeurs bivalents assurent les cours. Enseignants de physique, de maths ou de sciences et techniques de l'ingénieur (STI), ils enseignent « en plus » l'informatique, discipline pour laquelle ils se sont formés sur le tas.

Avec la réforme du lycée concoctée par le gouvernement, cette situation de bricolage n'était plus tenable car l'informatique entre en force dans les programmes. En septembre prochain, tous les élèves de seconde auront chaque semaine un cours de « sciences numériques et technologies ». Et pourront surtout choisir la spécialité « numérique et sciences informatiques » : quatre heures en première et six heures en terminale.



Cours d'informatique au collège Saint-Spire de Corbeil-Essonnes. CORINNE SIMON/CIRIC

Une spécialité proposée dès septembre dans plus de la moitié des lycées ! « Pour la classe de seconde, les professeurs actuels devraient se débrouiller. Mais le niveau des élèves de première et de terminale va exploser ! On a besoin de vrais spécialistes », estime David Roche, professeur d'informatique et de physique dans un lycée de Grenoble. Sans surprise la Société informatique de France se félicite :

« Cette décision politique permettra à tous les élèves du territoire d'avoir accès à un enseignement de qualité. » Les entreprises de la numérique comme Cinov-IT, Syntec Numérique et Talents du Numérique ont également salué cette décision réclamée depuis trente ans par le secteur.

Pour couvrir les nouveaux besoins, le nombre de professeurs à former serait de 3 000. Parallèlement aux nouveaux en-

seignants recrutés progressivement le biais du Capes, les heures d'informatique seront donc assurées par les actuels professeurs de maths, physique et STI. Beaucoup suivent d'ailleurs déjà une formation informatique : trente diplômés universitaires ont été créés à leur intention partout en France.

Cet investissement massif de l'État est-il vraiment nécessaire ? La capacité à pro-

grammer « va devenir une compétence indispensable dans le monde de demain, ainsi que la capacité à comprendre la nature et le fonctionnement des algorithmes », estimait le député Bruno Studer (LaREM) dans un rapport en octobre. « Il ne s'agit pas de créer des développeurs à tour de bras, explique le ministre. En revanche les entreprises et le service public ont besoin de "data scientists", d'ingénieurs informatiques ».

Des salaires peu attractifs

Selon David Roche, « beaucoup de métiers, des géographes aux économistes, tendent à développer leurs propres outils. Il est indispensable de mettre les mains dans le cambouis dès le lycée. » Voix dissonante, le pédagogue Bruno Devauchelle pointe le coût du dispositif et dénonce l'influence des lobbys du secteur sur le site du Café pédagogique. Pourquoi créer un Capes « alors qu'il aurait suffi d'élargir les compétences et recrutements des enseignants déjà en poste » ?

Derrière inconnue, ce Capes parviendra-t-il à recruter en dépit du salaire peu attractif des professeurs ? Avec un bac+5 en informatique, un étudiant peut gagner tout de suite 1 800 à 2 400 euros nets dans le privé, contre 1 600 euros pour un professeur avec deux ans d'ancienneté, rappelle Thomas Corrége, enseignant d'informatique à l'université de Toulouse-Jean-Jaurès. Pour atteindre 1 800 à 2 000 euros, ce dernier devra attendre dix ans. Ses perspectives d'évolution sont très faibles. « Je pense qu'il y aura malgré tout des candidats. L'argent n'est pas tout. Certains cherchent à donner du sens à leur métier ou veulent enseigner », estime ce professeur. ■

À Nice, des victimes du terrorisme à la rencontre des lycéens

En mettant face à face des jeunes et des citoyens touchés par les attentats islamistes, une association espère délivrer un message de résistance et d'humanité.

JEAN CHICHIZOLA

PRÉVENTION « Il y a du noir mais il y a toujours de la lumière. » En ce matin d'hiver niçois, Khaled Saadi livre cette formule d'espoir à une vingtaine d'élèves du lycée professionnel régional du bâtiment Vauban. Deux sœurs de Khaled, 30 ans, sont mortes sous ses yeux ainsi que nombre de ses amis dans le restaurant La Belle Équipe, à Paris, le 13 novembre 2015. Assise à sa gauche, Carolina Mondino, 71 ans, a été grièvement blessée le 14 juillet 2016 sur la promenade des Anglais. Sa meilleure amie a été tuée. Sans apitoiement et sans tabou, cette rencontre ne doit rien au hasard. Aux côtés de ces deux victimes du terrorisme islamiste, Chantal Anglade et Karen Pilibosian, toutes deux de l'Association française des victimes du terrorisme (AVT), écoutent, relancent ou éclairent le débat.

La seconde est, à Nice, responsable de projets et juriste de l'AVT, créée en 2009 par Guillaume Denoix de Saint Marc. La première, cheville ouvrière du projet, est professeur de français et mère d'une des victimes de l'attentat du Caire en 2009. Après le lycée Vauban, ce 15 janvier, elles ont organisé deux autres rencontres dans deux lycées généraux et technologiques de Nice et de Menton. En 2018, de tels échanges ont été réalisés par l'AVT, en relation étroite avec les proviseurs et les professeurs, dans six lycées, cinq en Ile-de-France et un à Marrakech.

Dans le CDI du lycée Vauban, entre jeu d'échecs, affiche de Parcoursup et biographie de Gandhi, les mots de prévention de la radicalisation, de dialogue démocratique dans l'école de la République, prennent corps et vie. Ils ont un sens à Nice, endeuillée le 14 juillet 2016 et où beaucoup ont été marqués, directement ou indirectement. On est aussi dans un des premiers départements par le nombre de tenants de l'islam radical. Ici, des élèves sont partis en Syrie, d'autres ont protesté lors de l'hommage à Charlie Hebdo, d'autres encore ont agressé et insulté des professeurs. En 2018, le lycée Vauban a organisé un atelier sur la radicalisation et une Marianne entou- rée des mots « liberté, égalité, fraterni-

té, laïcité » accueille le visiteur. Une pièce de théâtre sur l'islam et le Coran. Ne laisse personne te voler les mots, doit y être représentée. En amont, le proviseur, Philippe Vallée, après avoir échangé avec les professeurs d'histoire-géographie Virginie Cipre et Christine Riquier et dans le cadre des programmes, a décidé que seraient concernés des élèves de deuxième année du brevet de technicien supérieur « Aménagement et finition du bâtiment » et de seconde professionnelle « Architecture ».

La veille de la rencontre, ces futurs bâtisseurs ont planché, détaillant leurs interrogations, leurs questions (sur la survie, le sentiment de culpabilité, la haine, la reconstruction...). Des prises de position d'une grande maturité et

« C'est devenu très compliqué pour les musulmans de France. Vous êtes obligés de dire : je suis musulman mais je suis tranquille ! »

KHALED SAADI, VICTIME DES ATTAQUES DU 13 NOVEMBRE 2015 À PARIS

très diverses. Un élève estime « qu'il y a du racisme entre les religions et que les religions ne s'entendent pas entre elles. C'est pour cela qu'il y a des terroristes », alors qu'un autre s'indigne : « J'en veux plus, il faut que Daech s'arrête. Pourquoi s'attaquer à ma France qui fournit beaucoup d'efforts, que ce soit dans les soins, les aides ?... » Chez certains de ces jeunes, dont une partie était encore au collège en 2015, la notion de guerre, évoquée par leurs professeurs lors du débat, ne semble guère faire de doute.

Quand ils prennent place devant Khaled et Carolina, les lycéens sont donc préparés. De l'autre côté de la vitre, des élèves pleins de vie jouent au foot ou au ping-pong. Et Khaled parle de ses sœurs tuées à l'arme automatique. Il parle des heures passées à La Belle Équipe dans le sang et la mort. Il explique comment lui, né au Creusot dans une famille d'origine tunisienne de huit enfants, a dû prévenir ses parents. Carolina, franco-argentine et niçoise de

cœur et d'adoption, évoque ses filles vivantes de l'autre côté de l'Atlantique, son fils à Paris, les mois passés à l'hôpital après l'attentat. Elle parle du camion blanc, sa couleur préférée qu'elle ne supporte plus, qui la projette contre un palmier, comme ceux que le passant admirera dans quelques heures le long de la promenade. Elle se souvient de cette sensation atroce d'un corps séparé en deux, l'un intact, l'autre en miettes.

La conversation a duré au-delà des deux heures prévues et les questions des lycéens révèlent les convergences et les divergences de ces deux êtres. Khaled, l'homme de la restauration, expert é cocktails, comme Carolina, la retraitée niçoise, parlent à l'unisson de la vie d'« après », de cette hypervigilance, de ces attentats ou de ces alertes qui vous replongent dans l'horreur. De cette nécessité de se retrouver avec des gens ayant vécu « ça » avant de pouvoir recommencer à parler aux autres. De leur foi qui les a aidés. Au passage, Khaled, qui parle aussi de la discrimination vécue au Creusot pendant sa jeunesse, lâche que « c'est devenu très compliqué pour les musulmans de France. Vous êtes obligés de dire : je suis musulman mais je suis tranquille ». Khaled

et Carolina ont aussi parfois des réponses différentes. Dans une formule douce-amère, la première reconnaît que « le sentiment de haine, comme on dit, c'est assez raisonnable dans un premier temps », mais qu'on peut ensuite « pardonner sans oublier ». Carolina évoque aussi son sentiment de culpabilité de survivante. Pour Khaled, en revanche, ni haine, ni culpabilité, ni pardon mais une volonté obstinée de ne jamais penser aux terroristes. Et cette négation est peut-être plus terrible encore.

Ils s'unissent toutefois pour délivrer un même message : de résistance d'abord. De volonté et de responsabilité aussi, Khaled rappelant que si l'on persiste, on trouve toujours « quelqu'un de bien » et Carolina ajoutant que ces futurs ad du BTP doivent « bâtir » leur vie et prendre « le bon chemin ». Enfin, tout simplement, d'humanité. En écoutant ces discussions animées, en observant ces êtres dignes et attentifs de part et d'autre de la table, on pense soudain à la rage qui, à cette simple vue, s'emparerait des tueurs du 13 Novembre et du 14 juillet. Et l'on se dit que cette rencontre discrète un matin d'hiver niçois, ce débat libre dans un pays libre, est une belle réponse. ■



Discussion, mercredi dernier, entre les lycéens et des victimes d'attentats, au lycée Vauban, à Nice. AFP

EN BREF

Deux morts dans un incendie à Courchevel

Deux saisonniers sont morts et 25 autres ont été blessés, dont quatre gravement, dans un incendie qui s'est déclaré tôt dimanche matin au cœur de la station de ski huppée de Courchevel 1850, en Savoie. Vers 4h30, un feu, dont l'origine reste à ce stade indéterminée, s'est déclaré dans un bâtiment accueillant des saisonniers, parmi lesquels figurent des ressortissants étrangers. À l'arrivée des pompiers, la situation était « déjà critique », l'incendie s'étant « généralisé », et embrasant les deux derniers niveaux du bâtiment. Un permis avait été délivré en décembre par la mairie en vue d'une réhabilitation de l'immeuble, a expliqué le maire.

Plusieurs milliers de manifestants anti-avortement à Paris

Plusieurs milliers de personnes – 7 400 selon la préfecture, 50 000 selon les organisateurs – ont défilé dimanche à Paris pour la 13^e Marche pour la vie afin de manifester leur opposition à l'avortement et leurs craintes face à la révision de la loi sur la bioéthique. Les manifestants dénoncent une « banalisation » de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) et s'inquiètent de l'extension de l'assistance médicale à la procréation.